

French

Dans ce numéro

Le premier numéro du *Revolutionary Marxism*, la publication annuelle en langue anglaise du Journal turc *Devrimci Marksizm*, est apparu à la fin de 2016. Il a été distribué et vendu dans le monde entier de Beyrouth à Buenos Aires, de San Petersbourg à Skopje, de Milan à Montevideo. Il n'a certes pas été vendu par milliers mais a parfaitement rempli sa mission: contribuer à l'internationalisme dans le domaine de la théorie militante marxiste, conduisant certes à l'internationalisme prolétaire dans les domaines politique et organisationnelle aussi au Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, dans les Balkans et le Caucase, dans les régions méditerranéennes et eurasiennes et dans le monde entier. Nous venons maintenant de franchir une nouvelle étape dans ce débat en incluant les traductions de l'éditorial que vous êtes en train de lire dans plusieurs langues. Ainsi, nous pouvons transmettre au moins l'essentiel de notre message à tous ceux qui ne peuvent pas lire l'anglais mais qui s'intéressent à la voix du marxisme internationaliste et révolutionnaire.

Ce dernier numéro, *Revolutionary Marxism 2018*, continue de poursuivre ce but en mettant l'accent sur le Moyen-Orient, par un article complémentaire sur la question des mouvements réactionnaires dans les pays impérialistes, par un dossier spécial sur la révolution d'Octobre célébrant cette grande fête du peuple

à l'occasion de son centenaire et par un article sur la disparition de l'un des pays (Bulgarie) où un Etat ouvrier existait jusqu'à la chute du mur de Berlin ainsi que par un article qui attire l'attention sur le grand chef d'œuvre sur le présent et sur l'avenir de l'humanité, *Das Kapital*, à son 150e anniversaire.

Le premier numéro a caractérisé, en introduction et dans plusieurs de ses articles, la situation mondiale en plaçant la crise mondiale, qui a suivi le krach financier et qui dure depuis maintenant une décennie, au centre en tant que toile de fond de plusieurs processus parallèles : la montée du proto-fascisme dans le monde entier associée à celle concomitante du mouvement takfiri-sectaire islamique dont l'exemple le plus visible est Daesh ou ISIL, la menace croissante des guerres régionales se transformant en une guerre mondiale, l'accroissement d'une révolte populaire aussi bien sous forme insurrectionnelle (comme celle de l'Egypte, de la Tunisie, du Yémen, du Bahreïn, du Wall Street) que parlementaire (de Podemos, de Syriza, de Sanders, de Corbyn et, en particulier, de Frente de Izquierda en Argentine) depuis 2011.

Un événement singulier, ce qui est l'élection de Donald Trump à la plus haute instance du pays impérialiste le plus fort du monde, a lancé la discussion sur le nouveau phénomène réactionnaire internationale sous ses diverses appellations comme "le populisme", "l'extrême droite" ou "le nationalisme". Notre diagnostic de bonne heure selon lequel Donald Trump est un fasciste totalement imprévisible sans un parti politique établi ni des troupes paramilitaires, ou autrement dit un proto-fasciste, a été confirmé par les faits de l'année dernière. Le mot "fasciste" a été largement diffusé, en particulier à la veille des événements de Charlottesville, pour décrire l'attitude de Trump prenant maintes fois à la légère dans ses déclarations l'action des tenants de la suprématie de la race blanche et les néo-nazis. Steve Bannon, le principal idéologue de "l'alt-droite" (l'abréviation de la droite alternative américaine) n'est plus en poste. Pourtant, il est évident qu'il continue à être l'alter-ego du Président des Etats-Unis en effectuant des visites d'homme d'Etat aux pays comme Chine pour sonder les opinions avant que le Président lui-même visite le pays. Au-delà des frontières des Etats-Unis, sur la scène internationale, l'institution libérale a trop vite caractérisé les résultats des élections d'Europe comme défaites successives de ce qu'il a dénommé "populisme" : En France, Marine Le Pen, la représentante la plus illustre du fléau proto-fasciste croissant, a gagné au deuxième tour des élections le soutien de chaque citoyen français sur trois et en Allemagne, *Alternative für Deutschland* est désormais le troisième plus grand parti politique malgré le demi-tour politique d'Angela Merkel en matière d'immigration. Si celles-ci doivent être considérées comme des défaites, on ne peut se demander à quoi aurait ressemblé la victoire de ce mouvement international qui était perçu jusqu'à récemment comme du fanatisme extrémiste.

Pour les libéraux, c'est la victoire d'Emmanuel Macron qui se trouve dans l'autre revers de la médaille. En interprétant cette victoire comme le retour de la mondialisation après les défaites écrasantes qu'ils avaient vécues avec Brexit et Trump, ils n'ont fait qu'affirmer un vœu pieux. À la suite du déclin de sa popularité dans les enquêtes d'opinion publique, la magie d'Emmanuel I s'est réduite. Ce dernier est le nom ironique qui lui avait été donné par des opposants gauchistes en raison de son style royal et du fait qu'il gouverne le pays avec des décrets-lois. On peut noter aussi que ces méthodes sont presque les mêmes que celles utilisées en Turquie par Erdoğan, considéré comme un vrai despote par le même *liberal establishment*. La réussite des deux premières grèves dans un intervalle de dix jours (les 12 et 21 septembre), et ce malgré la soumission de certaines confédérations syndicales, montre que le "printemps français", qui faisait allusion dans notre premier numéro au mouvement qui s'opposait à la réforme du Code du travail du gouvernement du "socialiste" François Hollande au printemps 2016, semble continuer. Comme on l'avait souligné dans notre premier numéro, la France continue à être le pays clé en Europe. La voie pro-mondialiste et néolibérale de Macron ne peut être une réponse contre des Trump et Le Pen. Seules l'indépendance politique et la lutte unifiée de la classe ouvrière peuvent renverser la montée en puissance du diable. L'horizon du monde est encore rempli par des Modi, des Duterte, des Putin, des Erdoğan, des Aliyev, des Orban et des Trump.

Depuis qu'on avait souligné le danger d'une guerre mondiale dans notre premier numéro, le risque d'une guerre affectant le monde entier est nettement présent. Même si on met provisoirement de côté les souffrances interminables en Syrie, en Iraq, au Yémen ou en Libye ainsi que la braise de la guerre en Ukraine qui brûle encore; la région géostratégique de l'Asie est marquée par de différents aspects de la lutte se développant entre l'impérialisme et la Chine. L'exemple le plus flagrant de ce fait est bien évidemment la stratégie de la corde raide qui est en cours entre les États-Unis et la Corée du nord et qui implique le risque de ramener le monde à une catastrophe nucléaire après 70 ans d'Hiroshima et de Nagasaki. Avec son appétit proto-fasciste habituel, Trump a lancé des menaces pour "tuer des millions de gens" en Corée du nord et pour détruire totalement le pays.

Contrairement à la présentation mensongère des faits par la "communauté internationale" (alias "impérialisme") et les médias capitalistes, le programme nucléaire nord-coréen est une mesure défensive contre les États-Unis qui cherche la domination militaire dans le Pacifique, contre la présence d'un total de plus de 80000 soldats américains au Japon et en Corée du Sud et contre la menace croissante de la guerre à l'horizon en Asie en général. Dans son affrontement avec l'impérialisme, les marxistes révolutionnaires devraient soutenir un État ouvrier bureaucratiquement dégénéré, même dans le cas de cette caricature de l'État ouvrier fondé sur le

“socialisme dans une dynastie”.

Cette onde réactionnaire a conduit à un nouveau réaligement des forces plus près de chez nous, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Après avoir donné son soutien au Bonaparte égyptien Al-Sisi lors de la visite de ce dernier à Washington, Trump a réalisé une visite pompeusement organisée en Arabie Saoudite. Le moment le plus kitsch de cette visite a eu lieu lorsque le ridicule trio de Trump, le Roi Salman et le président égyptien ont caressé un globe terrestre brillant en compagnie des figurants qui montaient la garde derrière. Celui-ci était significatif avant tout pour l'absence symbolique de deux acteurs. D'une part, l'Israël sioniste était l'éminence grise absente de la nouvelle alliance qui était en train de se mettre en place. Malgré son effort manifeste pour s'approcher de Poutine et malgré l'alliance presque indissoluble entre l'Iran et la Russie de Poutine, comme son discours aux Nations Unies l'atteste une fois de plus, Trump s'efforce énergiquement de former une alliance entre toutes les autres forces réactionnaires du Moyen-Orient afin d'isoler l'Iran et de le faire mettre à genoux. D'ailleurs, c'est aussi la raison pour laquelle le Hamas a récemment été contraint de capituler devant l'Égypte et Israël. L'autre absence flagrante était celle d'Erdoğan, une autre source de contradictions pour la politique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de Trump. La raison officielle était que la visite de Trump avait coïncidé avec le congrès de l'AKP en Turquie lors duquel Erdoğan revenait pour prendre le contrôle de son parti après le référendum d'avril en Turquie, ce dernier ayant jeté les bases d'une transition vers un système qui penche plus qu'avant vers un système présidentiel. Cependant, il s'est rapidement avéré que la vraie raison se trouvait ailleurs.

La démonstration du pouvoir sectaire sunnite que les Saoudiens avaient voulu mettre en œuvre en invitant la gamme complète des pays arabes et non-arabes à accueillir Trump a été de courte durée. La crise du Qatar a éclaté à la suite de la célébration triomphaliste de l'unité, entraînant une division entre le camp dirigé par l'Arabie Saoudite et le camp Rabia. Pour mieux comprendre ce qui vient d'être dit, la séquence d'événements suivante peut être prise en considération :

2013 : Avec le soutien de l'Arabie Saoudite, le coup d'Etat bonapartiste de Sisi renverse Morsi et le gouvernement des Frères musulmans (Ikhwan) en Égypte et tue des centaines de partisans d'Ikhwan sur la place Rabia-t-ul Adawiya au Caire. Cela conduit ainsi à une rupture entre l'Arabie saoudite et la Turquie, dans la mesure où Erdoğan avait construit toute sa stratégie pour devenir le “Raïs” (leader) du monde sunnite en s'alliant avec Ikhwan dans une série de pays (Tunisie, Syrie, Maroc, Palestine- c'est-à-dire Hamas- ainsi que l'Égypte).

2015 : En dépit de son attachement explicite au mouvement de Rabia (un mouvement basé sur une attitude revanchiste à propos de l'incident de Rabia), Erdoğan entre en relation avec le nouveau roi Salman d'Arabie Saoudite après la mort de

l'ancien roi. Encore plus, à la fin de l'année 2015 il a même adhéré à l'Alliance militaire islamique pour combattre le terrorisme (une initiative saoudienne réunissant 34 nations sunnites), et entre presque en guerre en Syrie en février 2016 en compagnie des Saoudiens et du Qatar (attention à ces deux pays!).

15 juillet 2016: Le camp saoudien abandonne le gouvernement Erdoğan à son sort face à la tentative de coup d'Etat.

2017: Le retrait des forces armées turques de Qatar figure parmi les 13 conditions posées par la coalition anti-Qatar menée par l'Arabie Saoudite pour la réconciliation. Cette condition est rejetée par la Turquie, qui, fidèle à sa stratégie de Rabia, se place aux côtés du Qatar. On peut ajouter également qu'après le coup d'Etat raté du juillet 2016, la Turquie a cherché une source de pouvoir compensatoire dans le camp russo-iranien pour équilibrer la pression des États-Unis et de l'UE sur son orientation internationale et sa politique interne.

Tout cela montre que les forces sunnites sectaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont incapables de former une coalition unitaire durable contre le camp chiite dirigé par l'Iran. Cependant, cela ne signifie pas qu'actuellement, une menace de guerre sectaire à l'échelle de l'ensemble du Moyen-Orient appartiendrait seulement au passé. Cela signifie seulement que le camp sunnite n'est pas aussi uni qu'il semblait l'être à un certain moment, que l'Iran a une marge de manœuvre et qu'il pourrait neutraliser au moins certains des pays du camp réactionnaire sunnite. Les guerres par procuration incessantes dans des pays tels que la Syrie, l'Irak et le Yémen attestent le fait que la menace continue d'exister et que les politiques de Trump et de l'Israël auront probablement effet de la prolonger dans le temps. Seul un bloc unifié et indépendant formé par une alliance entre la classe ouvrière et des forces socialistes dans toute la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et des forces correspondantes dans les Balkans et dans le nord de la Méditerranée peut arrêter cette menace de guerre sectaire sunnite-chiite. À défaut, une telle perspective de guerre conduirait certainement à l'anéantissement de la population et à la destruction du patrimoine culturel et historique de la région. Comme la résolution finale de la 4e Conférence euro-méditerranéenne, tenue à Athènes du 26 au 28 mai 2017 et dont nous publions le document dans ce numéro, déclare : "Le carnage ne peut être arrêté que grâce à un large front de forces anti-impérialistes et antisionistes qui se battraient aussi contre les régimes réactionnaires dans leurs propres pays. Seule une Fédération socialiste du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pourra offrir une solution définitive à tous les problèmes de la région".

Massoud Barzani, le chef du Kurdistan irakien, a introduit le référendum sur l'indépendance dans ce tourbillon. Celui-ci a conjuré tous les démons âgés des puissances régionales et les machinations des impérialistes. Les marxistes révolutionnaires sont pour l'autodétermination des Kurdes. Le problème est que ce

référendum est conçu non pas pour une telle autodétermination, mais pour l'auto-agrandissement de Barzani et l'enrichissement de ses partisans appartenant au domaine du rentier du pétrole. Barzani a lutté et a clairement l'intention de continuer à lutter à l'avenir contre la liberté des Kurdes dans d'autres régions du Kurdistan (à savoir en Turquie, en Iran et en Syrie). Ainsi, en plus de donner à l'impérialisme une autre tête de pont au Moyen-Orient, une victoire dans ce référendum impliquerait ironiquement une défaite pour la cause de la libération nationale au Kurdistan. Les marxistes révolutionnaires sont indubitablement contre l'intervention militaire par n'importe quelle puissance régionale dans le Kurdistan irakien, mais se tiennent contre Barzani et sont pour la libération de toute la population kurde.

Notre premier dossier dans ce numéro porte, par des perspectives de court terme et de long terme, sur les différentes facettes de la lutte dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. En tenant compte de ses étapes successives, le premier article de ce dossier analyse la guerre civile syrienne et ses ramifications internationales. L'article de Levent Dölek intitulé "La guerre civile en Syrie : Les étapes, les leçons et l'avenir de la guerre civile syrienne" commence par un diagnostic selon lequel, comme la révolte populaire contre la dictature d'Assad, laquelle se fondait sur des revendications de liberté et de justice, n'a pas pu acquérir un cadre politique prolétarien, elle serait rapidement devenue ouverte aux manipulations de l'impérialisme et des États réactionnaires de la région. Cela démontre que les interventions de l'impérialisme, du sionisme et des pouvoirs régionaux (comme l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie et l'Iran) ont transformé la révolte populaire en une sanglante guerre religieuse et sectaire entre les sunnites et autres (les Alévis, les Druzes, les chrétiens, etc.). L'article fait une analyse détaillée des activités militaires de tous les acteurs majeurs (États-Unis, Russie, l'État islamique d'Iraq et du Levant, Armée Syrienne Libre, etc.) pendant la guerre civile. Une section distincte est consacrée à l'évolution du Kurdistan syrien. Dölek reconnaît la puissante base progressive du mouvement kurde à Rojava mais fait valoir que sa coopération militaire actuelle avec l'impérialisme américain est à la fois erronée et dangereuse. Nous croyons que l'article de Dölek restera comme une source précieuse sur la guerre civile syrienne également dans les années à venir.

L'article de Kutlu Dane intitulé "L'occupation sioniste et la Déclaration de Balfour. Le mémorandum de Nakba, le centenaire de la Déclaration de Balfour et l'occupation sioniste" fait une étude détaillée du contexte historique de la colonisation de la Palestine. Il traite du contexte historique de la Déclaration de Balfour de 1917 (qui avait accordé un chèque en blanc pour la fondation de l'État d'Israël) en éclairant les positions changeantes de tous les acteurs impliqués dans le processus (y compris les impérialismes britanniques et français ainsi que l'État ottoman). L'article de Dane démontre que l'impérialisme américain et l'Union soviétique (qui

suivait la politique de “coexistence pacifique” avec l’impérialisme à l’époque) avaient soutenu la fondation d’Israël en 1948. Cela souligne également que tous les régimes réactionnaires de la région avaient soutenu l’Israël en pratique. Comme le montre Dane, l’actuel gouvernement AKP en Turquie (qui a continué à coopérer avec l’Israël dans de nombreux domaines et qui n’a jamais embrassé sincèrement la cause palestinienne) ne fait pas exception.

Sungur Savran examine les révolutions au Moyen-Orient depuis le début du XXe siècle jusqu’à aujourd’hui et en tire des conclusions d’ordre général. Selon Savran, le Moyen-Orient a connu un grand nombre de révolutions au XXe siècle et les premières révolutions victorieuses du XXIe siècle ont également eu lieu dans la région (en Egypte et en Tunisie). L’article montre que le Moyen-Orient a connu quatre vagues de révolution au XXe siècle et que la révolution arabe de 2011 pourrait être considérée comme la cinquième vague. Comme le souligne Savran, la fréquence élevée des vagues révolutionnaires réfute la croyance simpliste (et orientaliste) selon laquelle “les sociétés musulmanes sont obéissantes en vertu de la croyance de l’Islam et ne font donc pas de révolutions”. Il expose également une forte preuve en faveur de la thèse marxiste selon laquelle l’histoire progresse non seulement par des progrès évolutifs, mais aussi par des sauts révolutionnaires. Enfin, en démontrant que l’histoire du Moyen-Orient a été déterminée lors des tournants révolutionnaires, l’article de Savran expose le caractère superficiel et infondé de l’affirmation de “réalisme” des réformistes (il s’agit de la croyance selon laquelle la révolution serait d’une possibilité lointaine et que les politiques de la gauche devraient viser des changements à petite échelle). En effet, qu’il s’agisse des petits ou grands changements, il est impossible de les atteindre sans révolutions. En d’autres termes, l’expérience historique prouve que la révolution est un objectif plus “réaliste” que la réforme.

Un dossier complémentaire examine les tendances réactionnaires dans d’autres parties du monde et la réponse à donner à celles-ci. Dans son article intitulé “Méthodes de la compréhension du “contemporain” : discussion sur le populisme et le fascisme”, Cenk Saraçoğlu soutient que le fascisme est un concept beaucoup plus approprié et utile que la « droite populiste » (un concept actuellement populaire parmi la gauche internationale) pour comprendre ces mouvements réactionnaires. Saraçoğlu identifie la “subversivité contre-révolutionnaire” et la “non-contemporanéité” comme les deux caractéristiques distinctives des mouvements et régimes fascistes de la période d’entre deux guerres et compare les mouvements réactionnaires contemporains en utilisant ces concepts. Il soutient que les mouvements réactionnaires des pays relativement périphériques tels que la Hongrie et la Turquie ressemblent plutôt au fascisme classique de la période d’entre deux guerres qu’à leurs homologues dans les pays occidentaux avancés.

Un point de vue quelque peu différent sur la situation en Europe et dans le monde est présenté par la Déclaration finale de la 4e Conférence euro-méditerranéenne (il s'agit d'un événement international auquel des militants et intellectuels de 18 pays ont participé à la fin de mai 2017 en vue de discuter de la voie à suivre au niveau international et en particulier dans les contextes de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord).

Cette année, c'est le centenaire de la révolution d'Octobre de 1917. Il s'agit d'un événement qui avait ouvert de nouvelles perspectives non seulement pour les peuples de la Russie tsariste d'autrefois, mais aussi pour l'humanité en général et plus particulièrement pour les ouvriers, les prolétaires et les opprimés du monde. Nous célébrons cet événement historique mondial et nous approfondissons ses différents aspects dans quatre articles différents.

Dans son article "Octobre 1917 : un événement mondial", Savas Michael discute des relations et des différences entre 1917 et 1991, en entrant en dialogue avec un article du philosophe français Alain Badiou, écrit peu de temps après la disparition de l'Union soviétique. Savas Michael rappelle que 1917 était un événement à l'échelle mondiale et qu'il avait été reconnu par tous comme le début d'une révolution socialiste mondiale. La révolution sociale s'est répandue de la Russie à l'Europe centrale et orientale, et a produit des effets allant de l'Europe à l'Asie et aux États-Unis. Comme Keynes l'avait bien remarqué à l'époque, le bolchevisme et la révolution d'Octobre représentaient une menace pour l'ordre capitaliste mondial. En ce sens, la révolution d'Octobre n'était certainement pas une tentative prématurée. Il s'agissait plutôt d'un "événement" historique à l'échelle mondiale qui avait ouvert une époque entièrement nouvelle pour l'humanité. En revanche, 1991 n'était pas un "événement", mais un "événement simulé" : Il n'a pas ouvert un nouvel âge pour l'humanité. En concluant, Savas Michael souligne que le cycle ouvert par la révolution d'Octobre n'est pas terminé. Nous vivons encore à l'époque d'Octobre, et nous devons rendre la révolution permanente dans le nouveau siècle.

L'article d'Özgür Öztürk, "Planification socialiste au 21e siècle", traite des potentiels du socialisme en référence aux possibilités du présent. Öztürk essaie de décrire le type de système de planification économique qui peut être construit au plus tard dans quelques années après une nouvelle révolution. Selon lui, au 21e siècle, un système de planification fondamentalement différent et beaucoup plus efficace que le siècle précédent peut être établi. Il souligne qu'au 20e siècle, l'un des principaux problèmes de la construction socialiste a été d'empêcher la transformation de l'argent en capital. Or un système de planification et de paiement basé sur le temps de travail - tel que présagé par Marx dans sa "Critique du programme de Gotha" - limitera les relations monétaires et, par conséquent, la menace posée par le capital. En outre, un tel système résoudra le problème du calcul plus facile-

ment. Öztürk discute également des formes possibles de nouveaux rapports industriels et affirme que, dans les conditions actuelles, un régime socialiste peut viser de manière réaliste le plein emploi, l'automatisation complète, le zéro accident du travail et le raccourcissement continu des heures de travail. Selon lui, ce sont des tendances potentielles qui ne peuvent jamais être entièrement réalisées dans le contexte des rapports capitalistes.

Armağan Tulunay examine un aspect de la révolution d'Octobre qui avait été délibérément ignoré par certains milieux. Depuis que le tournant anti-léniniste, voire anti-marxiste, a émergé dans les années 1980 dans la gauche, on a commencé à rejeter, de manière croissante, l'importance du marxisme en tant qu'ensemble de pensée et programme, et celle du communisme en tant que recherche d'une différente forme de société quant à la question de la libération de la femme. La politique de l'identité était la panacée. Le mouvement communiste aurait été inconscient de l'oppression des femmes et il n'aurait rien à proposer pour assurer la libération de la femme. Tulunay examine les politiques que les bolcheviques avaient mises en œuvre immédiatement après la révolution. Il expose de manière indiscutable que le bolchevisme mené par Lénine et Trotsky qui s'efforçait de mettre en œuvre un programme de mesures concrètes, inimaginable pour les pays les plus avancés du monde capitaliste, afin d'assurer une égalité réelle et non seulement formelle, était incomparablement plus sensible à l'oppression des femmes que l'*establishment* libéral qu'admirent les courants anti-marxiste et postmoderniste contemporaines. Comme Tulunay l'indique dans son article, le fait que la bureaucratie, qui avait usurpé le pouvoir politique, avait abandonné la plupart de ces mesures ne peut en aucun cas être considéré comme une preuve à la soi-disant insensibilité du communisme vis-à-vis de l'oppression des femmes. Après tout, la bureaucratie avait abandonné le communisme. Par conséquent, aucune de ses activités ne peut mettre en cause le communisme.

Notre dernier article, qui porte sur la révolution d'Octobre, aborde un domaine qui avait toujours été ignoré par le marxisme occidental. On a longtemps noté que le pouvoir prolétarien avait été réalisé pour la première fois par les russes, autrement dit par probablement la plus arriérée des grandes nations de l'Europe. Cependant, il a échappé aux commentateurs occidentaux de la révolution d'Octobre que cette dernière était encore plus une révolution des peuples musulmans. L'un des éléments importants de l'Union soviétique, qui avait été fondé finalement selon les lignes directrices de Lenin, était constitué par des peuples musulmans et souvent turcs qui se trouvaient aux frontières de la Russie de l'intérieur (les Tatars, les Bachkirs, les Kalmouks, les Dagestanais, les Tchétchènes etc.), dans la Transcaucasie (les Azéris, les Abazines etc.) et en Asie centrale (les peuples qui étaient aux frontières du Kazakhstan, du Turkménistan, de l'Ouzbékistan, du Kirghizistan et du Tadjikis-

tan actuels). Dans son article original, Sungur Savran résume comment le communisme/bolchevisme a conquis le cœur des peuples musulmans immédiatement après la victoire de la révolution et comment les communistes musulmans ont conquis leurs propres terres et peuples. La question de l'essor de ce qui est considéré comme le chauvinisme grand-russe dans l'ère stalinienne et ses impacts sur les peuples musulmans de l'Union soviétique peut faire l'objet d'une autre étude.

Un autre article, qui est lié aux articles relatifs à la révolution d'Octobre d'une manière relativement détournée, aborde l'effondrement de l'expérience de la construction socialiste du 20e siècle sous le prisme de la Bulgarie. L'article de Daniela Penkova intitulé "La Bulgarie dans le piège du néolibéralisme" étudie le processus de la restauration capitaliste qui est apparu dans le pays après 1989. L'auteur soutient que les institutions du capital international, en particulier le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ont imposé à la Bulgarie une prescription très semblable à celle qu'ils avaient imposée aux pays du tiers monde. Alors que la Bulgarie était un pays industrialisé avec des standards de vie convenables en 1989, les prescriptions néolibérales de la période d'après 1989 (telles que la privatisation et la déréglementation) ont appauvri les Bulgares. L'article démontre empiriquement que, si l'économie bulgare semble se développer sur le papier, les gens ordinaires sont obligés de lutter pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Penkova conclut que l'abandon de la politique néolibérale de "développement" est absolument nécessaire pour atteindre une industrie et une structure sociale qui fonctionnent correctement.

Cette année n'est pas seulement le centenaire de la révolution d'Octobre, mais aussi le 150e anniversaire de la publication du livre I du Capital. Par conséquent, notre dernier article est consacré à un exposé général de la méthode, du contenu et de l'importance de ce chef-d'œuvre de la pensée humaine qui est une synthèse des sciences sociales et de la révolution.

Le Capital porte, en fin de compte, sur l'épuisement graduel des possibilités du mode de production capitaliste d'amener l'humanité dans un avenir meilleur et sur la nécessité de son renversement pour pouvoir libérer l'énergie des travailleurs dans le monde vers des fins progressifs. Vu la profonde crise économique, la menace imminente de guerre nucléaire voire celle d'une guerre mondiale et la destruction de la nature- laquelle est la seule source de reproduction pour les êtres humains et les autres espèces vivantes- on peut affirmer qu'il est manifeste qu'on se trouve déjà dans ce stade du développement historique.

La défense de l'humanité et même celle de la vie en général nécessitent l'avènement d'un nouveau mode de production, basé sur la propriété collective des moyens de production et sur la planification centrale démocratique, ainsi que la fusion fraternelle de toutes les nations du monde. Autrement dit, c'est le socialisme

international dont on a besoin. Cela ne peut être réalisé que par les forces prolétaires et grâce à la lutte de classe révolutionnaire. Ce n'est qu'en construisant de partis prolétaires et un International révolutionnaire qu'on peut l'accomplir. C'est ce qu'est le marxisme révolutionnaire et c'est pourquoi notre journal a consacré fièrement ce nom.

Translated by: Sinem Feral